

### Les crédits

priorités de dépense du gouvernement de la Colombie-Britannique.

Nos vis-à-vis ont eu la possibilité de modifier la loi en 1984. La législation initiale a été modifiée par les libéraux lorsqu'ils étaient au pouvoir. Des paiements de transfert globaux ont été effectués aux provinces et on ne précisait pas à quoi devait servir l'argent. Lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir pour la première fois, ils auraient rendu un grand service à l'enseignement, s'ils étaient revenus à la proposition initiale contenue dans cette législation.

Dans un excellent article paru dans le numéro du 14 janvier du *Financial Post*, Allan Evans, de l'Université de la Colombie-Britannique, parle de l'importance de l'enseignement et de la nécessité d'un débat sur son rôle. Le gouvernement conservateur et certains de ses amis dans les provinces refusent ce débat.

Il n'est pas question que le gouvernement fédéral ait la haute main sur toutes les dépenses effectuées. Les gens de nos circonscriptions nous ont élus, afin de surveiller les dépenses du gouvernement fédéral. Il nous incombe de le faire.

Durant le peu de temps à ma disposition cet après-midi, je voudrais m'arrêter brièvement sur le rôle de l'enseignement, surtout dans Prince-George, dans le nord de la Colombie-Britannique. Mon collègue, le ministre d'État aux Forêts (M. Oberle), le député de Prince George—Peace River, est parmi nous aujourd'hui. Je sais qu'il souscrira aux observations que je vais faire au sujet de la nécessité d'implanter une université dans le nord de la Colombie-Britannique. Je voudrais profiter de l'occasion pour attirer l'attention des députés, du gouvernement et des gens de tout le pays sur la campagne entreprise, afin d'obtenir l'implantation d'une université dans notre région.

Si le gouvernement participait pleinement à un débat sur l'enseignement postsecondaire, il souscrirait de toutes les façons possibles l'établissement d'une université à Prince George. En mars 1986, lors d'une conférence régionale intitulée «New Democrats North» notre parti a parlé de la nécessité d'avoir une université à cet endroit. Il se peut que les députés de certaines régions les plus peuplées du Canada tiennent pour acquis la présence d'universités dans leurs localités. Nous n'avons pas d'université et l'objectif des habitants du nord de la Colombie-Britannique consiste notamment à mettre en valeur nos ressources, dont nos jeunes.

A l'heure actuelle, le ministre provincial de l'Éducation a créé un comité de mise en oeuvre qui écoute le point de vue et les conseils des représentants de la collectivité. Il fera rapport à la fin de l'année. J'espère que ce comité tiendra compte des observations et des préoccupations de tous les députés, notamment mon collègue de Prince-George—Peace River.

Nous avons parlé d'autres questions touchant l'enseignement postsecondaire. Nous avons précisé le rôle qu'une université dans notre région pourrait jouer dans le domaine de l'enseignement dans les langues autochtones. Nous avons parlé des forêts. J'ai écrit au ministre, afin de lui proposer l'établissement d'un centre de recherches forestières à Prince-George, notre ville natale. Cela pourrait aller de pair avec un établissement d'enseignement postsecondaire à Prince-George.

Il n'y a pas que les paiements de transfert qui favorisent le développement de l'enseignement postsecondaire, il y a également l'aide qu'offrent les conseils subventionnaires, y compris le Science Research Council. On propose dans un rapport intitulé *Building a Future of Excellence* la formule multicampus au niveau régional, ce qui pourrait faire l'objet d'un débat. C'est ce que nous tentons d'établir. C'est à quoi tendent mes collègues et amis dans la région. Nous cherchons à exercer une pression constante sur la collectivité et la province afin d'obtenir de la province un engagement en ce sens.

Certains ont laissé entendre qu'il faudra des élections avant qu'une université soit construite à Prince George. Eh bien soit. Nous voulons une université, même s'il faut pour cela tenir des élections où nous élirons un gouvernement provincial qui acceptera de s'occuper de l'enseignement dans notre région.

Comme l'ont souligné de nombreux députés aujourd'hui, l'enseignement constitue un investissement dans l'avenir de notre pays. A l'époque où j'étais étudiant, on allait à l'université pour obtenir un diplôme général ès lettres. Aujourd'hui, les choses ont changé. Dans le débat entourant l'établissement d'une université à Prince George, je me concentrais surtout sur la création d'un programme permanent de lettres, mais certaines personnes, notamment ma collègue Lois Boone, la députée provinciale de Prince George—Nord, ont pu me convaincre qu'il fallait aussi se concentrer sur la formation des professionnels. Nous avons besoin de professionnels de la santé, de spécialistes en foresterie, et d'autres. Il faut que les gouvernements fédéral et provincial accordent une attention soutenue aux programmes d'enseignement postsecondaire.